Déclaration FNEC FP FO – FS 77 du 19 novembre 2024

Madame la DASEN, Mesdames et Messieurs,

Nous ne nous attarderons pas sur la situation politique délétère que nous vivons, menée par un gouvernement sans légitimité démocratique car vous n'y répondrez probablement pas. Cette volonté farouche d'en finir avec les statuts généraux et particuliers, et les acquis sociaux obtenus de hautes luttes, sonne comme une ultime provocation d'une rare violence contre les agents placés pourtant sous votre responsabilité.
La FNEC FP FO appelle tous les fonctionnaires de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle à se réunir et à se mobiliser pour résister, dans l'unité syndicale la plus large jusqu'à satisfaction de leurs revendications, à ces mesures qui ne conduiront qu'à un appauvrissement et une nouvelle dégradation des conditions de travail.

Car ce sont bien les conditions de vie et de travail qui sont visées par les mesures Kasbarian : gel des salaires, jours de carence, diminution de 10% du traitement lors du CMO,...
A**lors voici notre 1ère question : Après projection et Application de ces mesures, vous semble-t-il aller dans le sens d'une amélioration de la SST qu'un PE échelon 9 perde près de 300€ de traitement parce qu'il aura été en CMO pendant 4 jours ?**

Ce qui conduit à notre 2ème question : Considérez-vous qu'aligner les régimes vers le bas, au nom de l'égalité, soit une mesure de progrès pour les agents ?

Le projet de budget de l'Etat comme celui de la sécurité sociale portent en eux des mesures d'une rare gravité, qui consistent à faire payer, particulièrement aux fonctionnaires, le prix des politiques publiques engagées dans la même direction depuis des décennies.

A cela, nous opposons les revendications suivantes :

- Le maintien des 4 000 postes d'enseignants supprimés dans le projet de budget et une campagne de recrutement massive
- La suppression de tous les jours de carence en cas de maladie
- Le maintien de la totalité du salaire pendant les trois premiers mois d'arrêt de travail
- Le maintien du remboursement des consultations médicales à son niveau actuel comme le maintien du taux de remboursement des médicaments
- Le maintien des jours fériés et la suppression de la journée dite de solidarité, qui n'est que du travail gratuit
- L'augmentation générale des salaires des fonctionnaires et de l'ensemble des agents qui travaillent dans la fonction publique, par l'augmentation du point d'indice à hauteur des pertes subies depuis 2000

- Le maintien du statut général de la fonction publique et des statuts particuliers ; non au salaire au mérite, non aux licenciements !
- l'arrêt du pilotage/pilonnage par objectifs de résultats
- L'abrogation de la réforme Macron-Borne des retraites

Notre fédération souhaite également attirer votre attention sur la souffrance produite par les conditions d'exercice des personnels de notre département, comme en atteste les signalements dans les Registres Santé et Sécurité au Travail. Le seuil des risques psycho-sociaux et dans de nombreux cas largement dépassé, il convient d'admettre que nous en sommes au stade des conséquences. Conséquences de conditions de travail insupportables renforcées par une absence de réponses adéquates des situations.

Le dogme de l'inclusion systématique, qui prend racine dans la loi de 2005 et dont FO a toujours pointé les dangers, produit des ravages dans les écoles.

Cette inclusion scolaire systématique, au regard des fiches SST qui la concerne, est **la** cause majeure de la dégradation des conditions de travail en Seine-et-Marne.
Nous vous l'avons dit, répété, y compris l'an passé dans un cadre intersyndical, cette politique est dans l'impasse.

Nous vous posons ainsi notre 3ème question : A quel degré de gravité la DASEN considère-t-elle qu'une situation est suffisamment préoccupante pour dégager les moyens humains, financiers et matériels ?
La question n'a rien de rhétorique tant nous avons à connaître, au quotidien, des situations qui devraient susciter des réponses en urgence de sorte que la sécurité morale et physique des personnels et parfois des élèves soit assurée. Et pourtant, l'inertie que nous constatons conduit au pourrissement de nombre de ces situations avec des résultats dévastateurs pour les intéressés.

Comme à l'école maternelle des Quincarnelles de Combs la Ville, où quotidiennement les enseignantes sont contraintes de demander à la mère de venir récupérer leur enfant (quand elle le peut) tant les crises de violence mettent en danger l'ensemble de l'équipe et des élèves. Ou encore à l'école PEV de Cesson situation connue depuis presque 2 ans où je cite *« Depuis plusieurs jours, Madi entre en crise de façon quasi ininterrompu après environ une heure passée à l'école. Il est alors dans la provocation systématique faisant délibérément tout ce qui est interdit, ce qui met en danger les autres élèves ou lui même. Il a ramené un petit pot de bébé blédina en verre de chez lui, l'a balancé dans la cour lorsqu'il est arrivée dans l'école à 8h20. Le pot s'est cassé, il jetait des morceaux de verre sur autres élèves. Lorsque je lui dis non il me marche sur les pieds, me crache dessus ou me jette des jouets,Jette des jouets sur les vitres et joue avec la porte, l'extincteur, tape sur le TNI.*
Pousse des cris, ouvre et rentre dans les autres classes, il dérange les élèves
Se déplace dans toute l'école et me fait courir »

Car en définitive, ceux qui assument réellement les choix qui sont faits ici-

même sont ceux qui ont à vivre concrètement cette politique dans les classes et les écoles, et non ceux qui la mettent en œuvre.

Car il y a bien des choix opérés localement par les services sous votre autorité.
Ainsi, nos 4ème et 5èmes questions sont les suivantes : envisagez-vous de raboter encore les moyens de l'enseignement spécialisé pour la rentrée 2025 comme vous l'avez fait pour la rentrée 2024 ?
Comment intervenez-vous sur la question **du manque de places en établissements sociaux et médicaux-sociaux** dans notre département ?
Nous ne cessons d'alerter sur les problèmes que pose le manque de structures d'enseignement spécialisé, et sur l'incapacité structurelle à concilier la nécessité d'accueillir tous les enfants à l'École et celle de protéger la santé physique et mentale de ses agents. Les élèves concernés sont ainsi privés de leurs droits à une scolarité adaptée à leurs besoins.

Les registres mettent aussi en exergue le manque criant d'AESH. Les conditions de rémunération et de travail de ces personnels ne sont particulièrement responsables des difficultés de recrutement. Ce manque d'AESH a des répercussions directes sur les conditions de travail de tous les personnels, obligeant chaque école ou établissement à « des bricolages » scandaleux pour pallier les manques.

Il n'est pas rare en effet que certains AESH aient jusqu'à 9 enfants en accompagnement, ou bien en classe pour accompagner 3 élèves en même temps sur un créneau de 45 min, et les exemples ne manquent pas.

Aussi, la FNEC FP-FO revendique vigoureusement l'abrogation de l'acte 2 de l'école inclusive qui aggravera encore les choses.

En outre nous revendiquons :
– un enseignement spécialisé de qualité et à hauteur des besoins avec non seulement le maintien des places existantes mais également le renforcement des structures et l'augmentation du nombres de place dans les ESMS ;
– le recrutement à hauteur des besoins d'enseignants spécialisés et d'AESH avec un statut de fonctionnaire et un vrai salaire ;
– l'abandon de la transformation des PIAL et de leur évolution vers les PAS qui détériorera davantage les conditions d'exercice des AESH et par conséquent les conditions de travail de tous les personnels ;
– l'abandon de la mise en place des dispositifs tels que DAR (Dispositif d'Autorégulation) qui ne remplaceront jamais les compétences des personnels spécialisés.

Mais il y aussi des points inquiétants, avec des demandes et injonctions en tous genres qui engendrent une dégradation des conditions de travail pour tous les personnels :

- la généralisation des évaluations nationales des élèves et devient une évaluation des professeurs à chaque niveau de classe de la maternelle à la 3ème

- la délégation de compétences de la loi Rilhac, les effets néfastes de l'application du « choc des savoirs »,
- les contrats hybrides imposés aux enseignants contractuels, des professeurs TZR ou contractuels affectés sur trois établissements avec des distances importantes à parcourir,
- la suppression de postes d'AED, alors que les vies scolaires sont dans le rouge,
- le manque criant de moyens humains dans les établissements scolaires comme dans les services, …

Nos collègues ne supportent plus cette situation !

Les personnels revendiquent des moyens pour exercer leurs missions dans de bonnes conditions !

Enfin, nous ne pouvons que nous inquiéter et dénoncer le tournant autoritaire des relations entre les agents et la hiérarchie qui contribue à cette dégradation notable des conditions d'exercice :

- convocations sur la manière de servir qui se multiplient ;
- Injonctions considérées comme obligations réglementaires ;
- demandes de justificatifs d'absence pour des temps non statutaires **;**

Les demandes d'accidents de service renseignées témoignent de ce climat. Vous avez pu, au moins à 3 reprises, constaté par ces demandes, que certains IEN, pourtant chargés aussi de la SST, peuvent exercer des méthodes brutales sur leurs agents. Pourtant, pour une de ces demandes, vous avez refusé de reconnaître l'imputabilité alors même que les experts médicaux que vous avez mandatés affirment que, du point de vue de la santé, ces méthodes sont la cause d'une pathologie reconnue.

Ce qui conduit à notre dernière question : Considérez-vous que garantir ce type d'autoritarisme soit de nature à améliorer la SST ?